

Je suis sûr que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, s'il était ministre des Finances et avait l'excédent dont dispose actuellement ce dernier, tâcherait, comme nous, de montrer de la sollicitude pour les gens ordinaires, surtout à Toronto, car il sait qu'il y a là-bas non seulement un problème du logement mais également un problème de vie chère qui affecte tous les citoyens. Je suis certain qu'il n'imposerait pas cette taxe. Les députés ministériels ne semblent pas se rendre compte de la nature du problème et ne protestent pas contre la mesure. Je me souviens du discours du député de Peel-Sud (M. Chappell) à propos de l'impôt sur les gains de capital. Je suis sûr que des gens de sa circonscription sont affectés par l'inflation actuelle. J'aurais pensé qu'il se lèverait pour parler de nouveau contre cette mesure. Cependant, c'est lui le principal porte-parole de son parti sur les affaires urbaines et qui, à Hot Springs, s'est élevé vigoureusement contre...

**M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde):** A l'ordre.

**M. Gilbert:** Monsieur l'Orateur, je faisais simplement allusion à un autre député. Je pensais qu'il tenterait par tous les moyens d'obtenir que le gouvernement abandonne la surtaxe de 3 p. 100. Il se pourrait que le député d'York-Ouest craigne un peu de renverser le gouvernement. Nous nous rappelons que le gouvernement a été défait lorsque l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures a présenté une mesure visant à imposer une surtaxe de 5 p. 100, mais par un artifice procédurier, le gouvernement a demandé ce qui a été appelé un vote de confiance, même si les membres du gouvernement savaient qu'ils avaient été battus sur une question financière. Le gouvernement est donc resté au pouvoir. Cela se passait en 1968, alors que le député en question n'était pas encore ici. C'est pourquoi il ne sait sans doute pas ce qui s'est passé. Je suis sûr, cependant, que l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'en rend compte, car il a dû soutenir le choc de ce terrible faux pas dont le peuple canadien a fait les frais. Même si les députés ministériels devaient rejeter cette mesure, le gouvernement ne serait pas renversé, car il pourrait invoquer alors ce qu'on appelle la théorie Knowles au sujet des votes de confiance et il se maintiendrait sans doute au pouvoir.

Monsieur l'Orateur, que tous les députés ministériels qui se préoccupent des petites gens et des problèmes urbains manifestent leur opposition au projet de loi et n'aient pas peur de figurer parmi les opposants de façon à rejeter cette mesure législative vraiment malsaine.

**M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde):** Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

**Des voix:** Sur division.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 2<sup>e</sup> fois et la Chambre se forme en comité sous la présidence de M. Bécharde.)

• (4.20 p.m.)

Sur l'article 1—

**L'hon. M. Lambert:** Monsieur le président, je tiens à bien préciser dès le début que nous n'avons pas changé d'idée sur le sujet. Personnellement, je crois que la mesure fait partie d'un budget dressé sans aucune méthode.

Je ne veux pas parler longtemps, et mes collègues non plus. Quoi qu'il en soit, nous ne croyons pas que cette extension remédiera à l'inflation, car c'est un instrument mal choisi qui ne vaut rien. Le dernier budget renfermait une mesure très répréhensible qui remettait à plus tard certains projets de construction dans des régions choisies. Ma province en était une, la Colombie-Britannique en était une autre, et l'Ontario de même. Dans les journaux d'aujourd'hui, je trouve la déclaration suivante du plus important courtier en immeubles de Toronto:

La majorité des maisons de rapport, ne résisteront pas à la hausse des taux d'intérêt sur les hypothèques...

Donc, les maisons de rapport, les immeubles collectifs que le gouvernement ne voulait pas toucher, sont les plus durement frappés par les taux d'intérêt élevés. Je vois dans le même journal et presque au même endroit qu'on annonce la construction à Toronto, d'un immeuble de bureaux qui coûtera 5 millions de dollars. Et on nous avait affirmé qu'on découragerait la construction d'édifices de bureaux! Je puis dire au ministre que dans les villes en cause cela ne paraît pas du tout être le cas. Loin d'être bloqués, les bâtiments poussent comme des champignons. C'est que les entrepreneurs et les hommes d'affaires ne croient pas que le gouvernement enrayera l'inflation et que, par conséquent, les taux d'intérêt élevés baisseront. Ces taux sont les fruits de l'inflation et ils sont durables.